

Réf: Accom DEROGATION 2005/1

Résumé de l'avis du 17 mai 2005 relatif à une demande de dérogation à la règle limitant le montant des honoraires pour prestation de services non-audit (ratio « one to one ») visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés

▪ **Introduction / Objet de la demande d'avis**

Le Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire (ci-après, le Comité) a été saisi par un commissaire sur base de l'article 133, alinéa 6, 2° du Code des sociétés, d'une demande d'avis préalable au sujet d'une dérogation à la règle dite « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Ladite règle « one to one » impose aux commissaires (ainsi qu'à leur réseau) de certaines sociétés, l'interdiction de prêter des services non-audit dans la mesure où le total des rémunérations afférentes à ces services dépasserait leurs émoluments pour l'exercice du mandat de commissaire.

▪ **Principaux éléments du dossier**

Le requérant est le commissaire d'une société de droit belge, qui fait partie d'un groupe financier international dont la société-mère est une société de droit néerlandais qui est cotée notamment sur Euronext et qui établit et publie des comptes consolidés.

Il s'agit d'une société de services active sur le marché hypothécaire belge. Elle propose notamment une assistance aux établissements financiers dans les domaines de la vente, de la gestion et du financement des portefeuilles hypothécaires.

D'après les informations transmises, les services non-audit qui seraient confiés par la société visée à son commissaire (ou à son réseau) durant l'exercice 2005 portent sur

- une mission de certification, en application de la norme américaine “Statement on Auditing Standards n  70 – Service organizations” (SAS 70) afin de pouvoir délivrer à la société un rapport dit “Type II” au sujet des systèmes développés par cette dernière dans le domaine de la gestion des portefeuilles hypothécaires;

Sur base des informations communiquées par le commissaire, cette mission répond aux normes américaines en matière d’audit. C’est la société elle-même qui établit les processus de gestion à appliquer en matière de suivi des portefeuilles hypothécaires, qui définit dans ce contexte les objectifs de contrôle, et qui identifie et décrit les contrôles internes existants en la matière.

La mission du commissaire consiste à

- apprécier le caractère correct des descriptions réalisées par la société (certifier qu’elles correspondent à la réalité),
- certifier qu’appliqués correctement, les contrôles existants permettent de rencontrer raisonnablement les objectifs de contrôle prévus,
- certifier, en procédant à des sondages, que les contrôles sont suffisamment performants, de façon à pouvoir conclure avec une certitude raisonnable que les objectifs de contrôle ont effectivement été atteints au cours de la période visée.

- une mission d’avis, afin de mettre la société en mesure de se conformer à la norme britannique “Information security management” (BS 7799) relative à la sécurité de l’information.

Sur base des informations communiquées par le commissaire, cette mission se limite à l’appréciation des systèmes existants de sécurité de l’information, au regard des exigences imposées par la norme susvisée,   délivrer aux dirigeants de la société les résultats des constatations faites à cette occasion, et à formuler des recommandations permettant d’assurer la conformité avec cette norme.

Ces deux missions seront probablement récurrentes, étant entendu cependant que, comparée aux prestations initiales prévues en 2005, l’ampleur des activités exercées sur base récurrente sera moins importante.

Le commissaire précise que s’il est vrai que la société de droit belge en question ne dispose pas de son propre comité d’audit, elle est néanmoins soumise, en sa qualité de filiale à part entière, aux règles du groupe en matière d’indépendance du commissaire ainsi qu’aux procédures relatives aux pré-autorisationes à accorder par le Comité d’audit constitué au niveau du groupe. Dans ce cadre, les procédures susvisées ont effectivement été appliquées aux prestations de services envisagées et ces dernières ont reçu l’autorisation préalable du Comité d’audit. De l’avis du commissaire, ces prestations ne sont pas interdites et ne mettent pas en cause son indépendance en tant que commissaire.

Toutefois, en ce qui concerne en particulier le respect de la règle « one to one » visée à l’article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés, le commissaire a déclaré que les honoraires relatifs aux missions non-audit que la société envisage de lui confier pour l’exercice 2005, représentent un multiple des émoluments attribués au commissaire pour ce même exercice. Afin de respecter les

dispositions précitées du Code des sociétés et de lui permettre de prester lesdits services non-audit, l'obtention d'une dérogation à la règle « one to one » de la part du Comité est requise.

▪ **Avis du Comité (dérogation)**

Aspects de procédure

Le requérant a confirmé par écrit avoir transmis au Comité toutes les informations utiles en vue d'un examen correct de sa demande, et ce conformément à l'article 2, alinéa 7 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 en exécution de l'article 133, alinéa 10 du Code des sociétés visant la création du Comité d'avis et de contrôle de l'indépendance du commissaire.

Conformément à l'article 1^{er}, alinéa 5 du même arrêté, les experts désignés par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises et par le Conseil Supérieur des Professions Economiques ont été invités à donner leur avis sur le dossier.

Nature et portée de l'avis

L'avis formulé ci-après a été rendu sur base de l'article 133, alinéa 6, 2^o du Code des sociétés qui investit le Comité du pouvoir d'accorder des dérogations au respect de la règle « one to one » visée à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Compatibilité des services non-audit concernés avec l'exercice du mandat de commissaire

A. **La mission de certification exercée en application de la norme américaine "Statement on Auditing Standards n  70 – Service organizations" (SAS 70) afin de pouvoir délivrer à la société un rapport dit "Type II" au sujet des systèmes développés par cette dernière dans le domaine de la gestion des portefeuilles hypothécaires;**

Sans préjudice des dispositions applicables du Code des sociétés, de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Reviseurs d'Entreprises et des arrêtés d'exécution de ces lois, la compatibilité du service non-audit susvisé avec l'exercice indépendant de la fonction de commissaire doit, de l'avis du Comité, s'analyser, dans le cas présent, plus précisément au regard du prescrit de l'article 183 ter, (1^o) et (2^o) de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, introduit par l'article 2 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire.

Les dispositions pr c t es énoncent que le commissaire ne peut se déclarer indépendant dans les cas où lui-même ou une personne de son réseau

- prend une décision ou intervient dans le processus décisionnel dans la société contrôlée (cfr. l'art cle 183 ter (1 )),
- assiste ou participe à la préparation ou à la tenue des livres comptables ou à l'établissement des comptes annuels ou des comptes consolidés de la société contrôlée (cfr. l'art cle 183 ter (2 )).

Il ressort du rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 4 avril 2003 susvisé que ces deux catégories de prestations de services ont été interdites, la menace pour l'indépendance du commissaire due à l'auto-révision ayant été considérée comme trop élevée dans ces deux hypothèses.

Il ne ressort ni de la description de la portée et du contenu de cette mission de contrôle (voir supra), ni de l'examen de la portée de la norme SAS 70 susvisée, que l'exercice de cette mission tel qu'il est envisagé pourrait créer un risque significatif d'auto-révision dans le chef du commissaire. En effet, il s'agit purement d'une mission d'attestation ou de certification qui d'aucune manière ne comporte une quelconque participation à la prise de décision ou au processus décisionnel de la société. Les processus de gestion contrôlés en application de la norme SAS 70 sont, dans le cas présent, des processus qui ont pour objet spécifique la prestation de services par la société à des tiers (la clientèle) et n'ont aucun impact direct sur les  tats financiers de la société.

B. La mission d'avis destinée à mettre la société en mesure de se conformer à la norme britannique "Information security management" (BS 7799) relative à la sécurité de l'information.

Sans préjudice des dispositions applicables du Code des sociétés, de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Reviseurs d'Entreprises et des arrêtés d'exécution de ces lois, la compatibilité du service non-audit susvisé avec l'exercice indépendant de la fonction de commissaire doit, de l'avis du Comité, s'analyser, dans le cas présent, plus précisément au regard du prescrit de l'art cle 183 ter, (1 ) et (3 ) de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, introduit par l'art cle 2 de l'arrêté royal du 4 avril 2003 relatif aux prestations qui mettent en cause l'indépendance du commissaire.

Les dispositions pr c t es énoncent que le commissaire ne peut se déclarer indépendant dans les cas où lui-même ou une personne de son réseau

- prend une décision ou intervient dans le processus décisionnel dans la société contrôlée (cfr. l'art cle 183 ter (1 )),
-  labore, développe, met en oeuvre ou gère des systèmes technologiques d'information financière dans la société contrôlée (cfr. l'art cle 183 ter (3 )).

Il ressort du rapport au Roi qui précède l'arrêté royal du 4 avril 2003 susvisé que ces deux catégories de prestations de services ont été interdites, la menace pour l'indépendance du commissaire due à l'auto-révision ayant été considérée comme trop élevée dans ces deux hypothèses.

D'après les informations communiquées par le commissaire au sujet de cette mission d'avis ayant pour objet de permettre à la société de se conformer à la norme BS 7799 relative à la sécurité de l'information, il s'avère que

- la société assume la totale responsabilité du projet;
- les processus sur lesquels porteront les avis formulés par le réseau du commissaire, n'auront aucun impact direct ni sur la comptabilité ni sur les comptes annuels de la société;
- la mission du commissaire et de son réseau se limite à délivrer les résultats des constatations faites (l'appréciation des systèmes existants de sécurité de l'information), et à formuler des recommandations permettant d'assurer la conformité avec la norme BS 7799;
- l'éventuelle implémentation des recommandations formulées par le commissaire et son réseau relèvera de la seule responsabilité des dirigeants de la société.

Le commissaire a affirmé que d'aucune manière cette prestation de services n'impliquera une quelconque intervention dans l'élaboration, le développement, la mise en oeuvre ou la gestion de systèmes technologiques.

Compte tenu de ce qui précède, le Comité est d'avis que la prestation de services telle que décrite ci-avant, ne constitue pas, dans le cas présent, une activité interdite qui serait de nature à mettre en cause l'indépendance du commissaire.

Cependant, le Comité est d'avis qu'il y aurait un risque de voir la position d'indépendance du commissaire mise en danger dans l'hypothèse où une mission complémentaire ayant pour objet l'introduction et/ou la gestion de mesures concrètes devant permettre la mise en oeuvre des recommandations formulées dans le cadre de la mission d'avis au sujet de la norme BS 7799, serait acceptée.

Examen de la demande de dérogation à la règle « one to one »

Le Comité constate que la société-mère du groupe dispose d'un comité d'audit et qu'en sa qualité de filiale à part entière, la société est soumise aux règles du groupe en matière d'indépendance du commissaire et de pré-autorisation par le Comité d'audit établi au niveau du groupe.

Sur base des informations communiquées, le Comité constate que dans le cas présent, les règles du groupe précitées ont été appliquées, et que les deux types de prestations de services envisagées par le commissaire pour l'année 2005 ont fait l'objet de ces procédures et ont été préalablement autorisées par le Comité d'audit du groupe.

Le Comité a également pris connaissance des procédures internes suivies par le commissaire dans le souci de préserver le respect des règles en matière d'indépendance.

Compte tenu de ce qui précède, le Comité est d'avis que l'indépendance du commissaire de la société visée, qui est une filiale à 100 % d'un groupe financier international, ne sera pas ou ne risque pas d'être mise en cause **quant au fond** à cause du fait que les honoraires payés pour les deux missions de contrôle et d'avis susvisées, dépasseront de façon très significative les émoluments attribués au commissaire pour ce même exercice.

Le Comité observe néanmoins que, dans le cas présent, la différence très substantielle pour l'exercice 2005, entre les deux rémunérations (audit/non-audit) devra constituer un **important point d'attention** pour l'avenir, tant dans le chef du Comité d'audit du groupe en question, que dans celui du commissaire, étant donné que vis-à-vis de l'extérieur, ce constat risque de peser sur **l'apparence** d'indépendance du commissaire. Sur ce point, le Comité constate que cette différence substantielle s'explique probablement, pour l'exercice 2005, en partie par la circonstance qu'il s'agit de la première année lors de laquelle les deux services seront prestés.

▪ **Dérogation**

Pour les motifs exposés ci-avant, le Comité a décidé d'accorder au commissaire de la société visée la dérogation demandée au respect de la règle one to one prévue à l'article 133, alinéas 5 et 7 du Code des sociétés.

Le Comité attire toutefois l'attention sur l'observation qu'il a formulée au sujet de la compatibilité de la prestation de services sous l'angle de la norme BS 7799 en matière de sécurité de l'information.

La dérogation porte sur les deux services non-audit précités à prester durant l'exercice 2005. Elle est renouvelable moyennant l'introduction d'une demande motivée.